92 B 246 .

10 JUIL. 2007

«NOUVELLE HYDRAULIQUE SOCIETE D'ETUDES ET DE FABRICATION D'APPAREILLAGES HYDRAULIQUES»
« NH SEFAH »
S.A.R.L au capital de 100.000 €
1 avenue Arago
ZI De La Vigne Aux Loups
91380 CHILLY MAZARIN

A 7265.

L

320 990 880 R.C.S EVRY

PROCES-VERBAL DES DECISIONS

DE L'ASSOCIEE UNIQUE

EN DATE DU **23 MARS 2007**

L'AN DEUX MILLE SEPT

ET LE VINGT TROIS MARS

A DIX HUIT HEURES

Monsieur **Pierre BETTONI,**

Représentant la Société "**ABC MECANIQUE**", S.A. au capital de 38 112,25 €,

en qualité de Président du Conseil d'Administration de la dite Société,

elle-même associée unique de l'E.U.R.L. " NH SEFAH " et titulaire des 64 200 parts composant le capital,

convoquée par les soins de M. Pierre BETTONI, Gérant non Associé,

a pris, au siège de la Société "**ABC MECANIQUE**", les décisions sur l'ordre du jour suivant :

- Désignation du Commissaire aux Comptes Titulaire
- Désignation du Commissaire aux Comptes Suppléant

Il est alors proposé par la Gérance de doter la Société de Commissaires aux Comptes dans la perspective de la transformation de celle-ci en S.A.S.

Il est alors passé aux décisions suivantes :

DECISION UNIQUE

L'Associé unique nomme, à compter de ce jour :

1°) - En qualité de Commissaire aux Comptes Titulaire

La Société AXIOME AUDIT
215 Rue Samuel Morse
Le Triade Bât 3
34965 MONTPELLIER CEDEX

Et ce pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2012,

2°) - En qualité de Commissaire aux Comptes Suppléant, pour la durée du mandat du Commissaire aux Comptes Titulaire :

Monsieur Jacques CHEVALLET
22, Rue Maurice BOURDET
30100 ALES

Chacun des Commissaires aux Comptes ainsi nommés a fait savoir à l'avance qu'il acceptait les fonctions qui lui sont conférées et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la Loi et les Règlements pour l'exercice desdites fonctions.

Cette décision est adoptée

Ces décisions prises, la séance est levée à DIX HUIT HEURES TRENTE.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent Procès-verbal signé, après lecture, par l'associé unique et le Gérant non associé.

Pour la Société "ABC MECANIQUE"
Monsieur Pierre BETTONI,

Le Gérant,
Monsieur Pierre BETTONI,

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME
P/le Président du Conseil d'administration

«NOUVELLE HYDRAULIQUE SOCIETE D'ETUDES ET DE FABRICATION D'APPAREILLAGES HYDRAULIQUES»
« NH SEFAH »
S.A.R.L au capital de 100.000 €
1 avenue Arago
ZI De La Vigne Aux Loups
91380 CHILLY MAZARIN

---

320 990 880 R.C.S EVRY

PROCES-VERBAL DES DECISIONS

DE L'ASSOCIEE UNIQUE

EN DATE DU **14 AVRIL 2007**

Enregistré à : RECETTE ELARGIE DE MASSY NORD
Le 11/05/2007 Bordereau n°2007/152 Case n°1
Enregistrement : 125 € Pénalités :
Total liquidé : cent vingt-cinq euros
Montant reçu : cent vingt-cinq euros
L'Agent

L'AN DEUX MILLE SEPT

ET LE QUATORZE AVRIL

A ONZE HEURES

Monsieur **Pierre BETTONI,**

Représentant la Société **"ABC MECANIQUE"**, S.A. au capital de 38 112,25 €,

en qualité de Président du Conseil d'Administration de la dite Société, elle-même associée unique de l'E.U.R.L. " NH SEFAH " et titulaire des 64 200 parts composant le capital,

convoquée par les soins de M. Pierre BETTONI, Gérant non Associé,

a pris, au siège de la Société **"ABC MECANIQUE"**, les décisions sur l'ordre du jour suivant :

- Transformation de la société en Société par Actions Simplifiée
- Adoption des statuts de la société sous sa nouvelle forme
- Désignation du Gérant en qualité de Président de Société sous sa nouvelle forme
- Pouvoirs en vue des formalités

La Société AXIOME AUDIT, Commissaire aux Comptes, a été régulièrement convoquée.

L'Associé unique précise que tous les documents prescrits par l'Article 37 du Décret du 23 mars 1967, et qu'il énumère, sont tenus à sa disposition au siège social, dans les délais requis par la Loi.

Il indique que le rapport du Commissaire à la transformation en date du 4 avril 2007 a été déposé au Greffe du TribunaFil de Commerce d'Evry, conformément aux dispositions de l'Article 56-1 du Décret du 23 mars 1967 et de l'Article 49 du Décret du 30 mai 1984, ainsi qu'il résulte d'un récépissé de ce Greffe en date du 5 avril 2007.

Lecture est alors donnée du rapport de la Gérance ainsi que du rapport du Commissaire à la transformation, établi conformément aux dispositions des Articles L 224-3 et 223-43 du Code de Commerce.

Il est alors passé aux décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'Associé unique rappelle que la société est d'ores et déjà dotée d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant depuis le 23 mars 2007, ainsi qu'il résulte d'une décision de l'Associé unique de cette date.

L'Associé unique déclare adopter cette décision

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir entendu la lecture du rapport en date du 2 avril 2007 de la Société AXIOME AUDIT Commissaire titulaire de la société, à qui a été confié, par décision de l'Associé unique en date du 26 mars 2007, la mission de Commissaire à la transformation, pour sa partie se rapportant à l'appréciation des biens composant l'actif social, conformément aux dispositions de l'Article L 224-3 du Code de Commerce,

Approuve expressément l'évaluation des biens composant l'actif social et constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit de l'Associé unique ou de tiers.

L'Associé unique déclare adopter cette décision

TROISIEME DECISION

L'Associé unique, conformément aux propositions de la Gérance, après avoir entendu la lecture du rapport de celle-ci, et du rapport sur la situation de la Société prévu par l'Article L 223-43 du Code de Commerce contenu dans le rapport en date du 2 avril 2007 de la société AXIOME AUDIT, Commissaire à la transformation, constate que les conditions légales requises se trouvent remplies, à savoir :

- Que le capital social est de 37 000 € au moins

Il constate qu'il ressort de ce rapport que le montant des capitaux propres est au moins égaux au montant du capital social.

Il décide de transformer la Société en Société par Actions Simplifiée à compter de ce jour.

Cette transformation, régulièrement effectuée, n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle. En conséquence de la décision de transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée, l'Associé unique adopte, article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme dont un exemplaire est annexé au présent Procès-Verbal.

L'Associé unique déclare adopter cette décision

QUATRIEME DECISION

En conséquence de la décision de transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée, l'Associé unique décide les fonctions de Président de la Société sous sa nouvelle forme seront exercées par M. Pierre BETTONI, Gérant de la Société sous son ancienne forme.

En conséquence, les fonctions de Gérant de M. Pierre BETTONI prendront fin à l'issue de la précédente décision et que ses fonctions de Président prendront effet au même moment.

Il prend acte que demeurent en fonctions les Commissaires aux Comptes de la Société, désignés par délibération du 23 mars 2007.

L'Associé unique déclare adopter cette décision

CINQUIEME DECISION

L'Associé unique confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, dépôt et autre qu'il appartiendra.

<u>L'Associé unique déclare adopter cette décision</u>

Ces décisions prises, la séance est levée à DOUZE HEURES.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent Procès-verbal signé, après lecture, par l'associé unique et le Gérant non associé.

Pour la Société "ABC MECANIQUE"
Monsieur Pierre BETTONI,

Le Gérant,
Monsieur Pierre BETTONI,

«NOUVELLE HYDRAULIQUE SOCIETE D'ETUDES ET DE FABRICATION D'APPAREILLAGES HYDRAULIQUES»
« NH SEFAH »
S.A.S au capital de 100.000 €
1 avenue Arago
ZI De La Vigne Aux Loups
91380 CHILLY MAZARIN

---

320 990 880 R.C.S EVRY

PROCES-VERBAL DES DECISIONS

DE L'ASSOCIEE UNIQUE

EN DATE DU **17 AVRIL 2007**

L'AN DEUX MILLE SEPT

ET LE DIX SEPT AVRIL

A ONZE HEURES

Messieurs **Laurent et Bernard ROBERT,**

Représentant la Société "**BLR FINANCE**", S.A.R.L au capital de 506.170 €,

en qualité de Gérants de la dite Société, elle-même associée unique de la S.A.S . " NH SEFAH " et titulaire des 64 200 parts composant le capital,

convoquée par les soins de Monsieur Pierre BETTONI, son Président,

a pris, au siège social les décisions sur l'ordre du jour suivant :

- **Démission de M. Pierre BETTONI de ses fonctions de Président**
- **Désignation du nouveau Président en remplacement de M. BETTONI**
- **Pouvoirs en vue des formalités**

La séance est présidée par Monsieur Pierre BETTONI, Président de la Société.

Il est rappelé les raisons de cette réunion qui tiennent essentiellement dans le départ annoncé de Monsieur Pierre BETTONI.

Il est alors exposé qu'il convient de pourvoir au remplacement du Président démissionnaire.

Monsieur Laurent ROBERT, non Associé, a fait connaître sa candidature aux fonctions de Président.

Plus aucun débat n'ayant lieu, Le Président met aux voix les résolutions figurant à l'ordre du jour .

PREMIERE RESOLUTION

L'Associé unique prend acte de la démission de Monsieur Pierre BETTONI de ses fonctions de Président.

Les fonctions de Monsieur Pierre BETTONI prendront fin à l'issue de présente délibération.

L'Associé unique prend acte que M. BETTONI exerçait ses fonctions sans contrepartie d'une rémunération.

L'Associé unique déclare adopter cette décision

DEUXIEME RESOLUTION

L'associé unique décide de désigner en qualité de Président, en remplacement de Monsieur Pierre BETTONI, **Monsieur Laurent ROBERT**, demeurant 26 Bis voie Romaine 48 200 ST CHELY D'APCHER à compter de ce jour et sans limitation de durée.

Monsieur Laurent ROBERT déclare accepter le mandat qui lui est confié et déclare n'être frappé d'aucune mesure susceptible de lui interdire l'exercice des fonctions de Président de la Société.

L'Associé unique déclare adopter cette décision

TROISIEME RESOLUTION

L'Associé unique confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, dépôt et autre qu'il appartiendra.

L'Associé unique déclare adopter cette décision

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à ONZE HEURES TRENTE.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent Procès-verbal signé, après lecture, par l'associé unique et le Président non Associé.

Pour la Société "BLR FINANCE"
Monsieur Laurent ROBERT Monsieur Bernard ROBERT

Le Président
Monsieur Pierre BETTONI

Monsieur Laurent ROBERT

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME

Le Pt ~~du Conseil d'Administration~~

«NOUVELLE HYDRAULIQUE SOCIETE D'ETUDES ET DE FABRICATION D'APPAREILLAGES HYDRAULIQUES»
« NH SEFAH »
Société par Actions Simplifiée au capital de 100.000 €
1 avenue Arago
ZI De La Vigne Aux Loups
91380 CHILLY MAZARIN

---

320 990 880 R.C.S EVRY

STATUTS

Article 1 –Forme

Constituée sous forme de Société à responsabilité Limitée, la Société a été transformée en Société Anonyme suivant décision extraordinaire de la collectivité des Associés en date du 3 juillet 1989.

Elle a été transformée en S.A.R.L suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date à Chilly Mazarin du 29 juin 2001.

Suivant décision de l'Associé unique du 14 avril 2007, elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et ses textes d'application ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 - Objet

La société a toujours pour objet, en France et dans tous pays :

- La création, l'achat, la vente et l'exploitation de toutes industries de mécanique générale, fabrication d'outillage, fraisage, décolletage et ajustage.

- La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières par voie de création de Sociétés nouvelles, de souscription ou achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou autrement.

- Et généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet, et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

Article 3 - Dénomination sociale

La dénomination sociale reste : « **NOUVELLE HYDRAULIQUE SOCIETE D'ETUDES ET DE FABRICATION D'APPAREILLAGES HYDRAULIQUES** », en abrégé « **NH SEFAH** ».

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS « et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social reste fixé à : **1 avenue Arago ZI De La Vigne Aux Loups**
91380 CHILLY MAZARIN

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département limitrophe par décision du président et en tout autre lieu par décision collective ordinaire des actionnaires.

Si la société vient à ne comporter qu'un seul actionnaire, la décision de transfert du siège social est prise par l'actionnaire unique.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à soixante ans, sauf cas de dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision collective des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique.

Article 6 - Apports - Responsabilité des actionnaires

A la constitution de la société, les soussignés ont fait les apports suivants

- La société « ABC MECANIQUE », une somme en numéraire de 3 049 € ;

Aux termes d'une AGE en date du 26.12.1983 le capital a été augmenté de 94 518,39 €.

Aux termes d'une AGE en date du 3 juillet 1988 les 200 parts de 487,83 € ont été échangées en 6 400 parts de 15.24 € et le capital a été augmenté de 204,89 €

Aux termes d'une AGE en date du 29.06.2001 le capital a été augmenté de 2 127,73 € pour le porter à 100 000 € correspondant à 64 200 actions de 15,24 €.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à **CENT MILLE EUROS** (100 000 €), divisé en **64 200 actions** représentant chacune une quotité du capital portant les numéros 1 à 64 200.

Article 8 - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des actionnaires prise dans les conditions de l'article ci-après ou par décision de l'actionnaire unique.

Les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 - Modalités de la transmission des actions

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les 30 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les dispositions des articles 11 à 17 ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un actionnaire.

Article 11 - Inaliénabilité des actions

Les actions sont inaliénables pendant 6 mois à compter de leur acquisition ou de leur souscription.

L'interdiction temporaire de céder les actions, prévue ci-dessus vise les seules cessions d'actions au profit de tiers.

L'inaliénabilité temporaire des actions fait l'objet d'une mention sur les comptes d'actionnaires ouverts par la société.

Par exception à l'inaliénabilité temporaire des actions, le président devra lever l'interdiction de céder, en cas d'exclusion d'un actionnaire ou de cession des actions d'une société dont le contrôle est modifié.

Article 12 - Cession des actions - Droit de préemption

A l'expiration de la période d'inaliénabilité fixée à l'article 11 ci- après :

1. Toutes les cessions d'actions, même entre actionnaires, sont soumises au respect du droit de préemption conférée aux actionnaires dans les conditions définies au présent article.

2. L'actionnaire cédant notifie au président de la société et à chacun des actionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession en indiquant

- le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession ;

- l' identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de six mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'actionnaire cédant pourra réaliser librement ladite cession sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts.

3. Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au président dans le délai de un mois au plus tard de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'actionnaire souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de un mois visé au 2 ci-dessus, le président notifie à l'actionnaire cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les actionnaires qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

Article 13 - Agrément

1. Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre actionnaires qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

2. La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3. La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de trois mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou des les annuler, avec accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 14 - **Nullité des cessions d'actions**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 12 et 13 ci-dessus sont nulles.

Article 15 - **Modifications dans le contrôle d'une société actionnaire**

1. En cas de modification au sens de l'article 355-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de .... jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société actionnaire pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts.

2. Dans les jours de la réception de la notification visée au I ci-dessus, la société peut mettre en oeuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

Article 16 - **Exclusion**

Est exclu de plein droit tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants

- changement de contrôle d'une société actionnaire ;
- violation des statuts ;
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société ;
- exercice d'une activité concurrente de celle de la société ;
- révocation d'un actionnaire de ses fonctions de mandataire social.

L'exclusion d'un actionnaire est décidée par l'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information de l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée générale ; cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;

- information identique de tous les autres actionnaires ;

- lors de l'assemblée générale, l'actionnaire dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

L'actionnaire exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de quinze jours à compter de l'exclusion aux autres actionnaires au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

Le prix des actions de l'actionnaire exclu doit être payé à celui-ci dans les jours de la décision de fixation du prix.

Article 17 - Garantie d'actif et de passif

Pour toute cession intervenant entre actionnaires ou au profit de la société dans le cadre des présents statuts, il sera conclu entre les parties une garantie d'actif et de passif sur les actions cédées. Cette garantie sera négociée de bonne foi suivant les usages en la matière. En cas de difficulté, cette convention est établie à frais communs par un avocat désigné par les parties.

Cette garantie sera arrêtée sur la base d'une situation comptable de la société à la date de cession des actions. Cette situation sera établie par la société et certifiée par son commissaire aux comptes.

Sauf accord contraire des parties, la garantie d'actif et de passif sera proportionnelle en pourcentage à la quote-part du capital cédé. Son délai de mise en jeu sera celui de la prescription en matière fiscale.

En outre, des garanties réelles ou personnelles pourront être demandées au cédant.

En tout état de cause, le cédant ne pourra pas refuser d'accorder les mêmes que celles qui auront été convenues dans son projet de cession au profit d'un tiers.

Article 18 - Droit et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 19 - Présidence de la société

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

En cas de décès, démission ou empêchement du président 'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à six mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des actionnaires. Le président remplaçant est désigné pour le temps restant courir du mandat de son prédécesseur.

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du président est fixée par une décision collective des actionnaires. Elle peut être ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le président est révocable à tout moment par décision collective des actionnaires.

Article 20 - Commissaires aux comptes

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires.

Article 21 - Conventions entre la société et les dirigeants

Le président doit aviser les commissaires aux comptes de conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion de ces conventions. Les commissaires aux comptes présentent à la collectivité des actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Article 22 - Décisions collectives des actionnaires

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des actionnaires dans les conditions suivantes :

- Décisions prises à l'unanimité

Toute décision requérant l'unanimité en application de l'article 262-20 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966.

- Décisions prises à la majorité des deux tiers des actionnaires

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et révocation du président ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- dissolution et liquidation de la société ;
- augmentation et réduction du capital ;
- fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un actionnaire.

Toutes modifications statutaires ne relevant pas de l'article 262-20 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966.

Si la société vient à ne comprendre qu'un seul actionnaire, les décisions ci-dessus sont de la compétence de l'actionnaire unique.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises aux choix du président en assemblée ou par consultation, ou par correspondance. Tous moyens de communication - vidéo, télécopie, etc. -peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Tout actionnaire peut demander la réunion d'une assemblée générale.

L'assemblée est convoquée par le président. La convocation est faite par tous moyens 15 jours avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de 15jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de 15 jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque actionnaire.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établies et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

Article 23 - Droits de vote

L'année sociale commence le 1er juillet et se termine le 30 juin de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au **30 juin 2008.**

Article 24 - Affectation des résultats

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;

- toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale à la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 25 - **Comité d'entreprise**

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

Article 26 - **Dissolution - Liquidation**

La liquidation de la société est effectuée conformément à la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 27 - **Contestations**

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement les affaires sociales, sont soumises à l'arbitrage.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les 15 jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de 15 jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre « utile « sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres doivent statuer dans un délai de mois à compter de la désignation du tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

Les frais d'arbitrage seront partagés entre les parties.

STATUTS D'ORIGINE EN DATE DU
STATUTS MIS A JOUR LE 14 AVRIL 2007

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME
Le Gérant Le Président